

Coronavirus : les services publics donnent des maux de tête aux instituts de conjoncture en Europe

 esechos.fr/economie-france/conjoncture/coronavirus-les-services-publics-donnent-des-maux-de-tete-aux-instituts-de-conjoncture-en-europe-1242308

14 septembre 2020

Focus

Les différents instituts publics nationaux ont comptabilisé la production du secteur public différemment pendant le confinement. L'Allemagne n'a pas réduit sa valeur alors que la France l'a amputée d'un quart, hors santé. Les chiffres du PIB au deuxième trimestre sont donc difficilement comparables.

Par Guillaume de Calignon

Publié le 14 sept. 2020 à 17:28

C'est le branle-bas de combat chez les statisticiens. Les pays européens n'ont pas utilisé les mêmes méthodes pour calculer la chute de l'activité pendant le confinement au printemps dernier. Ce qui rend les comparaisons de baisses du PIB au deuxième trimestre et donc aussi sur 2020 très hasardeuses. Explication.

Pour calculer le PIB, l'Insee additionne la valeur ajoutée créée par les entreprises du pays chaque année, c'est-à-dire la valeur de la production moins les consommations intermédiaires. Mais, en ce qui concerne les services publics, ce n'est pas possible puisqu'il n'existe pas de production vendue. Les policiers, les enseignants, les juges rendent des services à la société mais ils n'ont pas de prix de marché, personne ne les achetant.

Pour donner un prix à ces services, les comptables nationaux les valorisent à leur prix de production, principalement les salaires des fonctionnaires. Le problème, c'est que, pendant le confinement, les agents de l'Etat ont continué à être payés alors que le service rendu était, a priori, de moindre qualité. Soit parce que les agents n'ont pu travailler, soit parce que le télétravail, par exemple dans l'Education nationale, a altéré la qualité de l'enseignement.

Pas de baisse des services publics en Espagne et en Allemagne

Après réflexion et sur la base d'enquêtes, l'Insee a décidé d'amputer de 25 % la valeur des services publics, hors santé, pendant les deux mois de confinement. Mais deux problèmes surgissent. D'abord, personne ne peut être certain de l'exactitude de ce chiffre, et des discussions sont toujours en cours à l'Insee. Ainsi, le ministère de l'Education nationale est incapable de fournir la moindre donnée précise sur l'activité des professeurs pendant le confinement.

Ensuite, en Europe, tout le monde n'a pas fait ce choix. En Espagne et en Allemagne, les instituts nationaux de statistiques ont opté pour un statu quo. Pour eux, la production des administrations publiques n'a pas été affectée ou presque par ce quasi-arrêt des relations sociales qu'a été le confinement, même si cela paraît difficile à croire. Or, cette comptabilisation des services publics pendant le confinement par l'Insee explique 3,5 points de chute du PIB entre le deuxième trimestre 2020 et les trois derniers mois de 2019.

En prenant la même hypothèse que l'Allemagne, le PIB français aurait baissé de 15,7 % au deuxième trimestre par rapport à son pic de la fin 2019 et non de 19 %, contre une chute de 12 % en Allemagne. La bonne nouvelle pour la France, c'est que, lors des prochains trimestres, la croissance va mécaniquement rebondir grâce au simple retour au travail des fonctionnaires.

La Banque de France table sur une reprise économique plus forte que prévu

On sait que comparaison n'est pas raison mais en ce qui concerne les statistiques économiques, l'adage se révèle particulièrement judicieux pendant la pandémie. C'est aussi l'occasion de rappeler que la fabrique des statistiques économiques relève en grande partie de conventions, c'est-à-dire de choix des statisticiens, qui peuvent être parfaitement défendables mais qui, en tant que choix, peuvent aussi être critiqués.

Guillaume de Calignon